



Photo: Didier Sylvestre

La rentrée 2017 sera placée sous le signe de l'entrepreneuriat

Recherche entrepreneur désespérément!

Zoom sur la promotion de l'entrepreneuriat

Les freins à l'esprit d'entreprise sont nombreux. Souvent citée, l'absence d'esprit d'entreprise est devenue un enjeu politique.

Le constat de base est le suivant: le dynamisme du tissu économique est dû aux PME. Ce sont elles les moteurs de la croissance économique et de la création d'emploi. Elles étaient, fin 2014, 32.000 – incluant l'Horeca et certaines professions libérales – et emploient 210.000 personnes. Soit 55% de l'emploi intérieur et 68% de la valeur ajoutée de l'économie. Sur dix ans, on leur doit 30.000 créations d'emplois.

Et l'étincelle de ce moteur, ce sont les entrepreneurs. Dénrée rare s'il en est. Et au centre de bien des attentions. Dissipons un contresens: si le Luxembourg peut manquer d'entrepreneurs, le pays reste toutefois une terre fertile pour eux. A trois bémols près pour les spécialistes: la charge des procédures administratives, la transmission des entreprises et la soif d'entreprendre.

Sur le premier point, des choses ont été accomplies. Comme le guichet unique pour les

entreprises. Quant aux aides, même si cela semble touffu, elles existent.

La question de la reprise est plus ardue. Certes, 70% des PME sont une affaire de famille. Mais au moment de la succession, moins d'un tiers des entreprises restent dans le giron de la famille du fondateur. C'est un vrai problème: faute de successeur, ces PME sont vouées à disparaître avec leurs fondateurs. Un tiers d'entre elles cherchent un successeur. Qu'elles peinent à trouver.

L'une des raisons invoquées est le manque d'entrepreneurs. Un argument qui relève, à force, de l'incantation. Est-il pour autant recevable? Les premiers vrais chiffres en la matière datent de 2013 et de la première participation du pays au programme GEM (Global entrepreneurship monitoring), une enquête internationale cherchant à évaluer l'esprit d'entreprise et les attitudes des populations envers la création d'entreprise.

Conclusion? Si la volonté d'entreprendre est là, peu de gens passent à l'acte. Pour reprendre ou pour créer.

Fait intéressant, les apprentis entrepreneurs se trouvent d'abord chez les résidents non nationaux, diplômés et en recherche d'emploi. La recherche d'emploi, c'est ce qui fait apparaître la fibre entrepreneuriale des nationaux. Autre fait révélateur, c'est lorsqu'ils sont à la retraite que les Luxembourgeois sont plus attirés par l'aventure

que les non-nationaux. Si on se penche sur les chiffres, 43% des gens se pensent capables de sauter le pas. Mais 20% sont véritablement prêts à se lancer dans l'aventure. Et au final, seuls 8,7% d'entre eux le feront. Et seuls 2,4% seront encore actifs dans les trois ans.

Dans la version 2014 de l'étude, le chiffre passait à 3,7%. Les autres grands équilibres restant inchangés. De là à en conclure que ce n'est pas l'appétit d'entreprendre qui fait défaut au Luxembourg mais le taux d'activité entrepreneuriale, il n'y a qu'un pas. Que quelques spécialistes sautent.

Modèles taille patron

Quelle qu'en soit la cause, le gouvernement et les chambres professionnelles se penchent sur ce déficit entrepreneurial. Et creusent quelques sillons. Il y a d'abord les politiques de soutien à la création d'entreprises, que ce soit par des aides, des conseils ou d'autres initiatives concrètes. Le lancement récent de la société au capital de 1 euro va dans ce sens. Le lancement en octobre dernier de la House of entrepreneurship incarne cette démarche et la grave dans la pierre. De même que les plans d'action pour les PME dont la 4^e version date de mars dernier. Et dont la promotion de l'esprit d'entreprise et de l'entrepreneuriat est un axe majeur. On entre dans un axe d'action plus

psychologique visant à faire de l'entrepreneur un modèle positif pour la société. D'abord en essayant de changer l'attitude de la société vis-à-vis des entrepreneurs qui échouent. Ensuite en élargissant la base des potentiels entrepreneurs. Sont visés les femmes et les jeunes.

Pour ces derniers, les ministères de l'Économie et de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse collaborent étroitement. Ils sont d'accord sur l'essentiel, à savoir rapprocher le monde éducatif de celui de l'entreprise. Ce qui passe, notamment, par le soutien d'initiatives «privées» comme les concours de mini-entreprises.

Une spécialité de l'association Jonk entrepreneurs. Née en 2005 et regroupant des représentants du monde économique, elle s'est donné deux objectifs: expliquer et apprendre aux jeunes tout au long de leur cursus scolaire que le statut d'indépendant est une alternative concrète à l'emploi salarié et donner le goût d'entreprendre, d'innover, de créer et de prendre des initiatives. Elle vient de lancer un nouveau programme, «Fit for Life» destiné aux élèves de 14 à 16 ans à qui elle compte transmettre des notions sur l'économie, la finance et le monde des affaires. Avec son projet «d'entrepreneurial school» – détaillé ci-dessous –, le gouvernement change de braquet.

MARC FASSONE